



C'est la reprise... des profits

CONSTRUISONS LA

RENTRÉE DES LUTTES !

Au lendemain de quelques semaines de vacances, durant lesquelles bon nombre n'ont pas quitté leur cité, beaucoup de salariés sont rentrés la peur au ventre devant la valse des licenciements et des fermetures d'entreprises qui continuent et frappent toutes les régions.

Reprise des profits

Qu'on est loin des préoccupations de la majorité de la population quand les médias serinent que la reprise est là. La Bourse remonte, les profits des grandes entreprises ne connaissent pas la récession, les dividendes distribués aux actionnaires progressent et on voit refluer les bonus mirobolants pour les traders des banques : 21 milliards d'euros de profits au premier semestre pour 28 grandes entreprises, 60 milliards pourraient être atteints par les 40 premières en 2009, 500 années de salaire moyen pour chacun des 5 meilleurs traders...

Les patrons fêtent leurs succès à l'université d'été du Medef et y préparent leurs prochaines attaques comme Michel Pébereau, le patron de la BNP qui a reçu 5 milliards de l'Etat, en a donné un à ses traders, fait 3,6 milliards de bénéfices et proclame que *"la crise est une période bénie pour les entreprises"* ou encore Guillaume Sarkozy – le frère – qui déclare que pour financer les retraites, il faudra que *"les vieux travaillent"*, ce que Laurence Parisot confirme en exigeant pour 2010 un nouveau report de l'âge de départ.

Reprise du chômage

Cette reprise des profits, c'est le sang et les larmes des travailleurs qu'on licencie ou qu'on épuise et brise au travail comme ces 22 salariés de France Télécom qui se sont suicidés depuis février 2008. Six cents mille chômeurs de plus sont prévus pour 2009, 1,5 million au chômage partiel, 60 000 PME menacées de fermeture et de l'autre côté, des cadences infernales, le travail du samedi banalisé, le travail du dimanche autorisé, des salaires bloqués et une majorité de jeunes salariés condamnés à la précarité et au chômage avec un taux de 23,9% pour les 15-24 ans, en progression de 5,2% sur un an.

Qu'on est loin également, dans les entreprises et les quartiers, de l'UMP qui n'a d'autre souci que de remplacer la taxe professionnelle payée par les patrons par une taxe carbone payée par tous, mais aussi du PS et du Modem qui en cette rentrée affichent comme seule préoccupation les présidentielles de 2012 !

Rentrée des luttes

Alors, faisons notre rentrée en nous saisissant de l'appel des fédérations CGT chimie et métallurgie à manifester le 17 septembre. Donnons à cette journée plus de force à l'exemple des ouvriers des entreprises en lutte les plus emblématiques, de Continental à Goodyear, qui y appellent également, pour aller vers une coordination des mobilisations et faire de la rue l'université d'été pour l'unité de tous ceux qui ne veulent pas payer la crise.

UNE CRISE ?



**NON,
LE CAPITALISME !**

NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Permanences du NPA 49 sur les marchés à Angers

Samedi 10h30-12h30 : place Imbach

Dimanche 10h30-12h30 : Montplaisir

Contacts

Angers

npa49@yahoo.fr

Cholet

npacholet@orange.fr

Saumur

npa_saumurois@hotmail.fr

(le site du NPA 49)

<http://npa49.free.fr>

(le blog du NPA Cholet)

<http://choletnpa49.unblog.fr>

Répondeur/Fax : 02 41 25 19 10

Le pataquès politique de la taxe carbone

TAXE CO2 : SOCIALEMENT INJUSTE, ÉCOLOGIQUEMENT INEFFICACE !

A en croire Sarkozy ou Les Verts, relayés par certains grands médias, la taxe carbone serait une mesure « écologique » nécessaire à la lutte contre le réchauffement climatique. C'est surtout, pour le gouvernement et le Medef, un nouveau prétexte pour ponctionner les classes populaires. Et, des Verts à l'UMP, c'est un moyen d'éviter de mettre dans le paysage une remise en cause des mécanismes du capitalisme qui conduisent la planète et ses habitants à la catastrophe écologique... Pour lutter contre le réchauffement climatique, mais aussi contre la dangereuse option nucléaire, des mesures autrement radicales s'imposent !

Sortie du chapeau de la commission Rocard cet été, la taxe carbone n'en finit pas de faire des vagues, y compris au sein du gouvernement et de l'UMP. Au point que des responsables politiques des Verts et d'Europe écologie, au nom d'une soi-disant fiscalité « écologique », se retrouvent contraints de témoigner en faveur de Sarkozy à l'issue de leur réception à l'Elysée !

Or, autant il est indispensable et urgent d'avoir une politique pour lutter contre le réchauffement climatique (et donc de prendre des décisions rapides), autant la taxe carbone, telle qu'elle est envisagée aujourd'hui par le gouvernement, et quelle que soit la valeur attribuée à la tonne de dioxyde de carbone (CO2) [*] est irrecevable.

Pour le NPA, mais aussi pour d'autres partis ou associations de consommateurs, il s'agit d'un hold-up fiscal qui ne dit pas son nom et qui va taxer uniquement les consommateurs, leur rendre encore plus onéreux l'accès à l'énergie et permettre au gouvernement de liquider la taxe professionnelle.

A qui fera-t-on croire que les salariés, les consommateurs de ce pays, exclus des choix économiques, ont vraiment le choix du mode transport que ce soit en milieu rural, en zone urbaine ou périurbaine alors que des lignes de chemins de fer sont fermées en régions, que les transports en bus ou en car sont notoirement insuffisants et inconfortables ?

La taxe carbone, impôt supplémentaire pour les salariés et les consommateurs, ne doit pas voir le jour. Cette taxe carbone, non seulement est injuste socialement, mais de plus elle est inefficace car elle ne s'attaque pas à l'organisation capitaliste de la production et de la société, cause principale du réchauffement climatique.

La meilleure preuve en est que Madame Parisot, présidente du MEDEF, a aujourd'hui le culot de réclamer un chèque « vert » pour les entreprises alors que beaucoup d'entre elles, fortement émettrices de CO2, seront exclues de cette fiscalité au titre de la « compétitivité économique ». Ainsi, elles continueront à bénéficier du droit à polluer.

Relevons enfin que Sarkozy et le lobby nucléaire n'hésitent pas à faire de la taxe carbone le drapeau de la lutte contre le réchauffement climatique pour mieux faire passer le nucléaire pour une énergie « propre » et « non polluante » ! Or l'industrie du nucléaire produit du CO2 (extraction et transport du combustible, etc.) et surtout des déchets ingérables qui constituent un autre danger mortel pour l'humanité !

Pour une lutte déterminée contre le changement climatique

Face aux graves dangers que fait peser le réchauffement climatique, il est indispensable de baisser de 80 à 95% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, mais cela demandera des changements sociaux et structurels profonds. Dans un premier temps des premières mesures d'urgence permettraient aux travailleurs de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre :

- ▶ transports en commun gratuits et de qualité ;
- ▶ plan de réhabilitation des logements mis en œuvre par un nouveau service public du logement et financé grâce aux surprofits des compagnies pétrolières et gazières ;
- ▶ politique ambitieuse en matière de logement et d'urbanisme, mettant à disposition des travailleurs des habitations à proximité de leur lieu de travail ;
- ▶ programme public de développement de l'énergie solaire financé par la réorientation des crédits actuellement alloués au nucléaire ;
- ▶ remise en cause de la flexibilité du travail qui contraint les travailleurs à l'utilisation de leur voiture...

Mais au delà, c'est toute l'organisation de la société, du « pourquoi » et du « pour qui » on produit, et jusqu'à quel point, qui doit être mis sur la table.

[*]: 32 euros par tonne de CO2 selon la Commission Rocard-Juppé, puis 15 euros selon Lagarde, enfin 14 euros selon le premier ministre d'opérette Fillon avant qu'il ne soit démenti par Sarkozy via la voix ravie de Cécile Duflot, secrétaire générale des Verts ! Relevons que 32 euros représenterait environ sept centimes d'euros par litre d'essence et une augmentation d'environ 15% des factures de gaz. Et ce ne serait qu'un début... la taxe devant - selon la commission Rocard - tripler d'ici 2020 et être multipliée par dix d'ici 2030 !

Le compromis signé reste insatisfaisant RAPIDEX À ÉCOUFLANT : AMÈRE FIN DE LUTTE ?



Les délégués du CE de Rapidex ont finalement signé le 27 août un « plan de sauvegarde de l'emploi » (antiphrase de la novlangue libérale qui signifie plan de suppressions d'emplois). Au terme d'une lutte remarquable de trois mois, des primes supplémentaires conséquentes ont été obtenues par les licenciés (jusqu'à 50.000€ pour les ouvriers et employés ou 40.000€ pour les cadres - ce sont néanmoins des maximums) et les congés de reclassement ont été allongés. Mais, par ce fait même, cela entérine les 31 licenciements (sur 56) programmés par la direction et laisse la question de la survie de l'entreprise en suspens.

L'heure n'était donc pas au triomphalisme du côté des représentants du comité d'entreprise de Rapidex. La lutte de ces salariés est malheureusement restée isolée et le mouvement social, en reflux à la fin du printemps et encore plus pendant l'été, n'a pas su ou pu se porter à ses côtés. Pourtant, cette lutte reste exemplaire et révélatrice aussi bien des rapports de force que du rôle hypocrite de l'État français. Ainsi quand le PDG volage de Rapidex a été retenu quelques heures par les salariés afin qu'il se décide enfin à négocier, le préfet a volé à son secours pour obtenir sa « libération » et une négociation ultérieure en « terrain neutre ». Cela a permis au susdit PDG de prendre la poudre d'escampette. Quant au « terrain neutre », il s'agit d'un terrain où les travailleurs n'ont plus le rapport de force que leur offre leur territoire qu'est l'entreprise ! Les opérations comme celle du 31 juillet [*] ont permis de reconstituer un peu du rapport de forces, mais cela ne pouvait être suffisant. Il faut absolument qu'à l'avenir une véritable coordination des luttes puisse voir le jour, efficacement relayée par le mouvement social - des syndicats aux organisations politiques - pour que la lutte d'autres Rapidex en Maine-et-Loire ou en France puisse cette fois trouver une issue cette fois pleinement victorieuse.

[*] Opération escargot sur l'autoroute, tracts au péage de Corzé, aux portes d'Angers, blocage de la direction départementale du travail à Angers. En même temps, une délégation continuait à négocier avec la direction pour obtenir des compensations pour les 31 licenciés.

**Chaque
semaine,
LISEZ...**

TOUT est à nous!
7,20€ WWW.NPA2009.ORG
HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE